

*Questions orales*

**M. Duceppe:** Oui. Or, il n'en a pas mis assez, rien n'a changé. N'est-ce pas là, selon les constats mêmes du ministre, une bonne raison de voter oui?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.):** Monsieur le Président, cela a été écrit lorsque nous n'étions pas au gouvernement. On a fait une révolution fondamentale.

Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député, celui qui a cité Le Hir, enfin, il cite quelqu'un qui est crédible.

\* \* \*

[Traduction]

**LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

**Mme Bonnie Hickey (St. John's-Est, Lib.):** Monsieur le Président, jour après jour à la Chambre, nous entendons des députés réformistes critiquer les initiatives en matière de développement économique régional, notamment dans le Canada atlantique. Je viens de cette région du Canada et j'aimerais connaître les faits.

Ma question s'adresse au ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Le ministre peut-il dire à la Chambre et aux électeurs de ma circonscription le taux de succès de l'APECA, les avantages concrets qu'elle procure à la région et ce qu'il répond aux critiques du troisième parti?

**L'hon. David Dingwall (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.):** Monsieur le Président, comme la députée le sait, le gouvernement s'est engagé dans le discours du Trône et dans les budgets subséquents à favoriser le développement de solides économies régionales.

Les agences de développement régional sont, de par leur nature même, des institutions décentralisées qui travaillent de concert avec le secteur privé, les gouvernements provinciaux, les universités et d'autres organismes locaux.

Dans le Canada atlantique, l'APECA a pu aider le secteur privé, et son taux de succès est d'environ 94 p. 100.

J'ai dit aux membres du comité qu'il y a nécessairement des échecs. Il y aura sans doute des échecs dans l'avenir, mais avec un taux de succès de 94 p. 100, quand le gouvernement fédéral verse un dollar par l'entremise de cet organisme, il entraîne des retombées de 4,20 \$.

\* \* \*

• (1445)

**IPPERWASH**

**M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.):** Monsieur le Président, les éléments criminels à Ipperwash ont conduit les compagnies d'assurances à déclarer que toute cette région était une zone d'insurrection et de rébellion. Le solliciteur général a

décidé de se défilier et de jeter le blâme sur la Police provinciale de l'Ontario.

La police provinciale est maintenant en état d'alerte parce que des militants autochtones menacent d'envahir le Pinery Provincial Park, dont la superficie est de 2 000 acres, durant le prochain week-end de l'Action de grâce.

Le solliciteur général déclarera-t-il que ces renégats représentent une menace à la sécurité nationale et s'en occupera-t-il sur-le-champ? Quand le ministre placera-t-il la sécurité des Canadiens devant les intérêts des voyous et des criminels?

**L'hon. Herb Gray (leader du gouvernement à la Chambre des communes et solliciteur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, cette question relève clairement de la compétence du gouvernement provincial par l'entremise de sa police, la Police provinciale de l'Ontario.

Si le gouvernement de l'Ontario, par l'entremise de la Police provinciale de l'Ontario, estime avoir besoin d'aide, il n'a qu'à recourir à la procédure prévue en pareil cas. S'il en fait la demande, elle fera l'objet d'un examen attentif et immédiat.

**M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.):** Monsieur le Président, le solliciteur général devrait faire son travail et s'assurer que la loi est appliquée équitablement. Les événements d'Ipperwash ne sont qu'un autre exemple d'activités de criminels organisés dont on a perdu la maîtrise.

Étant donné qu'il estime que cela ne constitue pas une menace pour la sécurité nationale, que pense-t-il de la guerre des marrants à Montréal et à Toronto? L'enjeu de cette guerre, c'est le contrôle du commerce de la drogue, du trafic d'armes, de la prostitution et d'autres activités de contrebande. Et ces marchandises de contrebande passent par Akwesasne, Oka et Kanatasake.

S'il ne croit pas qu'il s'agit d'une menace à la sécurité nationale, le solliciteur général dira-t-il aux Canadiens ce qu'il considère comme une telle menace, quelle est sa définition du crime organisé et pour quelles raisons il n'agit pas?

**L'hon. Herb Gray (leader du gouvernement à la Chambre des communes et solliciteur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, en vertu de notre Constitution, l'administration de la justice est une responsabilité provinciale. Le gouvernement fédéral ne peut tout simplement pas intervenir et dire à la Police provinciale de l'Ontario ou à la Sûreté du Québec de s'en aller et de laisser un autre faire le travail. Si ces dernières estiment avoir besoin d'aide, qu'elles en fassent la demande officiellement, auquel cas on y répondra rapidement et efficacement.

Nous sommes ici pour veiller au respect des lois partout au Canada. Nous voulons que les lois soient fermement et équitablement appliquées partout au Canada, mais nous ne pouvons pas, comme le député le voudrait, dire à la Police provinciale de l'Ontario ou à la Sûreté du Québec qu'elles ne font pas leur travail. J'estime que, en sa qualité d'ancien membre d'un corps de police local, le député devrait savoir qu'il faut faire preuve de plus de respect et de confiance envers des corps de police semblables au Canada.